

Visite de courtoisie du représentant de l'ANC en RFA,
Monsieur Mohamed Seedat (S), le 21 septembre 1988
auprès du Chef du Département (BRF)

BRF reçoit S et se réjouit du contact avec l'ANC qui représente un élément-clé de l'opposition noire en Afrique du Sud. Il considère que la position éthique et théorique du Conseil fédéral doit être complétée par des contacts divers avec tous les partis concernés, afin que notre position et nos actions soient bien comprises.

En effet, nous nous sommes aperçus que ce que nous entreprenions en faveur de l'Afrique du Sud n'était pas connu des milieux intéressés et que l'information au sujet des contacts entretenus avec le Gouvernement sudafricain en particulier, était déformée (p.ex. visite Meiring en juin 1988).

S apprécie l'invitation qui lui a été faite et estime le moment bien choisi pour ce contact. La période actuelle est, pour l'Afrique du Sud, historique. La crise traversée par le pays s'approfondit, et les événements circonvoisins (négociations Angola/Namibie) comme la pression internationale, renforcent cet état de fait.

S remarque que même les milieux conservateurs en RFA pensent que P.W. Botha ne fait rien pour sortir d'une situation bloquée. Le gouvernement est incapable d'agir sans état d'urgence et sans le soutien de l'armée. La crise économique s'aggrave, la croissance s'étiole, l'inflation monte et le chômage peut être estimé à 5 millions de personnes sur une force de travail de 30 millions. On estime que ce chiffre pourrait atteindre 7,8 millions d'ici 1992. Tous les paramètres sont réunis qui montrent un pays instable et peu sûr.

Les milieux blancs sont profondément divisés, ce qui est à la fois positif et négatif. D'une part, on trouve de plus en plus de gens prêts à se mettre à table pour négocier, surtout parmi les jeunes. D'autre part, le durcissement du pouvoir est évident. Dans ce contexte l'ANC apprécie que la Suisse commence à parler plus clairement et d'une voix plus forte. S pense toutefois que nous pourrions devoir faire plus. Les Afrikaners considèrent la Suisse, et particulièrement la Suisse alémanique, comme des cousins. Ainsi la critique qu'ils recevront de notre part sera ressentie beaucoup plus durement que si elle venait de quelqu'un d'autre. Ceci explique en partie, selon S, pourquoi Meiring aura voulu minimiser l'impact de ce qui lui a été dit.

L'ANC aimerait pouvoir discuter avec la Suisse de ce qu'elle peut faire. Elle reste très critique de la "Swiss

connection" (dans le domaine de l'or et des diamants notamment). S espère que la Suisse puisse indiquer clairement et publiquement qu'elle désapprouve ce commerce. Les déclarations publiques, en effet, d'après S, ne restent pas sans répercussions. De toute manière l'ANC estime que, sanctions ou pas sanctions, l'économie sud-africaine est en train de dépérir. En fait, les sanctions permettraient de sauvegarder les intérêts de la Suisse. L'évolution de la crise est telle, que les entreprises devront bientôt se résigner à quitter le pays. Or, l'ANC ne veut pas leur départ. Les sanctions sont en réalité le moyen le plus sûr de penser à l'avenir de l'Afrique du Sud et non pas seulement au présent immédiat. S'il existe actuellement un marché de 5 millions de consommateurs, une réforme fondamentale du système pourrait aisément et en peu de temps faire croître ce marché à 10 ou 15 millions de consommateurs. Les sanctions n'ont donc pas seulement une base morale, mais une base réaliste.

S pense qu'il n'y a là contradiction qu'en apparence. En effet, il n'est dans l'intérêt de personne de devoir prendre en charge et gouverner un pays, une économie ruinés. Ceci ne concerne d'ailleurs pas seulement la population noire: en effet, c'est toute la population, y compris les blancs, qui souffrent du système. Tout le monde en Afrique du Sud a été brutalisé. Chaque jeune blanc est un tueur potentiel (conscription). La société sud-africaine est en fait l'une des plus brutales qui soit. Ainsi 54 noirs détenus politiques attendent la mort dans les cellules des condamnés. C'est aussi le cas de 278 soi-disants criminels. Des enfants de 14/15 ans sont détenus et torturés. Le moment d'intervenir, pour la Suisse aussi, est donc venu, et la relation que l'ANC espère établir avec notre pays devrait être conçue comme une relation à long terme, gardant à l'esprit une future Afrique du Sud démocratique. On ne peut pas simplement attendre jusqu'à ce que l'on trouve un système parfait en Afrique du Sud, il faut qu'un système qui corresponde à la réalité puisse voir le jour maintenant.

BRF remercie S pour sa manière très directe. Il lui indique que des contacts sont en cours avec les banques suisses, afin de les sensibiliser aux responsabilités qui sont les leurs. S se félicite de cette démarche. Il pense en effet qu'il faut convaincre les banques qu'il est dans leur intérêt de se préoccuper du court et du moyen terme aussi. En ce sens, le rééchelonnement de la dette qui s'annonce pour 1990 sera un moment crucial. Il rappelle que le rôle joué par Monsieur Leutwiler lors du précédent exercice de rééchelonnement a eu des répercussions négatives auprès de la majorité noire. D'autre part, les frustrations qui sont évidentes en Afrique du Sud, et qui s'expriment entre autre par le terrorisme, proviennent du fait que le gouvernement n'a pas su répondre aux demandes en faveur d'un changement. Les leader des diverses églises

sont conscients qu'il est de plus en plus difficile de contrôler les jeunes. Ceci explique que les églises ne parlent plus tellement de religion sinon de politique. Comment peut-on en effet parler de changement pacifique lorsque l'on ne voit pas de chance de l'effectuer.

S estime que la Suisse devrait à ce stade renoncer à la diplomatie discrète ("silent diplomacy") et s'exprimer à haute voix. Ceci aidera ceux qui sont frustrés à l'intérieur de l'Afrique du Sud. Le but de l'ANC reste de gagner tout le monde à sa cause, ce qui explique pourquoi elle n'intensifie pas la lutte armée. Mais jusqu'à quand... Si une rencontre telle que Dakar et le soutien que la Suisse y a apporté sont certainement appréciés, cela n'est pas suffisant. Il faudrait pouvoir entretenir des rencontres bilatérales avec l'ANC, sous le sceau du secret, et analyser les propositions constitutionnelles qu'elle a faites. Un soutien de la Suisse dans ce sens serait très important.

En terminant l'entretien, BRF exprime le souhait que les contacts puissent se renouveler, leur utilité n'étant plus à prouver.



P. Combernous

Copie à:

- Ambassade de Suisse, Pretoria
- Ambassade de Suisse, Bonn
- Ambassade de Suisse, Londres
- Ambassade de Suisse, Paris
- Ambassade de Suisse, Washington
- Ambassade de Suisse, Rome
- Ambassade de Suisse, Harare

Kopie(n) direkt weitergeleitet

BRF, BRE, RUE, RY, LA, CP, BLI, GRU, HMG, CD